



EDGE

TRAINING & CONSULTING GROUP

ÉDITORIAL / SEPTEMBRE 2026

Sécurité en Haïti : comprendre l'évolution de la menace pour mieux se préparer

Par Fabrus Guillaume

Fondateur et Directeur général - EDGE Training and Consulting Group

PREPAREDNESS. RESILIENCE. PERFORMANCE.

EDGE-TCG.COM

Une menace qui change d'échelle

Haïti traverse une nouvelle étape de sa crise sécuritaire.

Haïti traverse une nouvelle étape de sa crise sécuritaire. Les enlèvements, les massacres, les déplacements forcés et les attaques contre les communautés ne sont malheureusement pas des phénomènes nouveaux. Cependant, leur extension géographique, l'évolution des méthodes employées et l'utilisation croissante de nouvelles technologies changent profondément l'environnement dans lequel vivent et travaillent les citoyens, les entreprises, les organisations humanitaires et les institutions.

La situation ne peut plus être considérée comme un problème limité à quelques quartiers de Port-au-Prince. Les groupes armés étendent leurs activités vers les zones rurales, les routes stratégiques et les régions agricoles. Selon une analyse publiée en septembre, ils utilisent notamment de petites unités mobiles pour mener des attaques rapides, établir des barrages, commettre des enlèvements et perturber les activités économiques sans nécessairement occuper durablement un territoire. L'Artibonite, l'une des principales régions agricoles du pays, est particulièrement touchée par cette évolution.

SOURCE Reuters, 7 septembre 2026



EXTENSION GÉOGRAPHIQUE



MÉTHODES EN ÉVOLUTION



NOUVELLES TECHNOLOGIES

Kenscoff : un douloureux rappel

47+

PERSONNES TUÉES

50+

PERSONNES ENLEVÉES

L'attaque perpétrée le 23 août à Kenscoff illustre la brutalité et l'évolution de cette menace. Selon les informations communiquées aux Nations Unies, au moins 47 personnes ont été tuées et plus de 50 autres enlevées. Des civils cherchant refuge dans une église figuraient parmi les victimes.

Au-delà des chiffres, ce massacre démontre qu'une communauté autrefois perçue comme relativement paisible peut rapidement devenir la cible d'une opération organisée. Il rappelle également que les lieux de culte, les zones rurales et les espaces traditionnellement considérés comme protecteurs ne doivent plus être automatiquement assimilés à des refuges sûrs.

SOURCE Conseil de sécurité des Nations Unies, 28 août 2026

Un lieu perçu comme protecteur ne peut plus être automatiquement considéré comme un refuge sûr.

Quand la violence devient un spectacle

Au cours du premier week-end de septembre, une vidéo d'une extrême violence diffusée sur les réseaux sociaux aurait montré des individus présentés comme appartenant au gang 400 Mawozo tuant puis mutilant à la machette une jeune femme à Croix-des-Bouquets.

Selon des médias haïtiens, la Direction centrale de la police judiciaire aurait émis des avis de recherche contre Esther Thomas, connue sous le nom de « Nice B », ainsi que contre Darlens Duclona, alias « Enspektè Tèt Kale », en raison de leur implication présumée dans ce crime. Il appartient désormais aux autorités judiciaires d'établir les responsabilités individuelles, dans le respect de la loi et de la présomption d'innocence.

SOURCE Le Facteur Haïti, 6 septembre 2026
Rezo Nòdwès, 5 septembre 2026

Ce crime présumé est particulièrement alarmant, non seulement en raison de sa cruauté, mais aussi parce que ses auteurs ont choisi de le filmer et de le diffuser. La violence devient alors un instrument de communication destiné à terroriser la population, humilier la victime, démontrer une prétendue puissance et banaliser l'inhumain.

La violence devient un instrument de communication.

Protéger la dignité. Freiner la terreur.

Partager ces images, même pour dénoncer le crime, peut involontairement prolonger l'humiliation de la victime, traumatiser les spectateurs et amplifier le message de terreur recherché par les auteurs. EDGE recommande de ne pas télécharger, republier ou transférer ce type de contenu. Toute information susceptible d'aider une enquête devrait être conservée sans diffusion publique et transmise exclusivement aux autorités compétentes.

Cet événement rappelle également l'importance de l'éducation numérique. Les organisations doivent préparer leur personnel à reconnaître les contenus traumatisants, à vérifier les informations avant de les partager et à protéger la dignité des victimes. La prudence numérique fait désormais partie intégrante de la sécurité en Haïti.

RECOMMANDATION EDGE

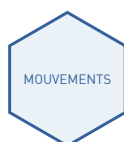
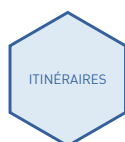
**NE PAS TÉLÉCHARGER, REPUBLIER OU TRANSFÉRER CE
TYPE DE CONTENU.**

L'enlèvement demeure une menace majeure

L'enlèvement reste l'un des instruments les plus déstabilisants utilisés par les groupes armés. Il provoque non seulement des pertes humaines et financières, mais également une profonde souffrance psychologique pour les victimes, leurs familles, leurs collègues et leurs communautés.

Les attaques récentes montrent que les enlèvements peuvent être individuels ou collectifs, opportunistes ou planifiés. Ils peuvent se produire durant un déplacement, à proximité d'un domicile, sur un axe routier, dans une communauté ou lors d'une attaque plus vaste.

Aucune organisation ne peut garantir l'élimination totale de ce risque. Elle peut toutefois réduire l'exposition de son personnel grâce à une meilleure préparation : évaluation régulière des itinéraires, procédures de mouvement, moyens de communication fonctionnels, systèmes d'alerte, gestion rigoureuse des informations personnelles et exercices de réponse aux incidents.



Les drones : une nouvelle dimension du risque

L'utilisation de drones explosifs dans les opérations contre les groupes armés introduit une dimension technologique nouvelle dans la crise haïtienne.

1 200+

DÉCÈS RAPPORTÉS

Selon Human Rights Watch, dont les conclusions ont été relayées par Reuters, des frappes menées entre mars 2025 et janvier 2026 auraient tué plus de 1 200 personnes, parmi lesquelles au moins 60 civils identifiés, dont 17 enfants. Ces opérations se sont notamment déroulées dans des quartiers densément peuplés de Port-au-Prince. Les Nations Unies et des organisations de défense des droits humains ont demandé davantage de transparence, de contrôle, de protection des civils et d'enquêtes sur les pertes signalées.

SOURCE Reuters, 10 mars 2026

La technologie peut contribuer aux opérations de sécurité, mais elle ne supprime ni l'obligation de protéger les civils ni le risque d'erreur. Dans un environnement urbain très dense, l'usage d'un dispositif explosif peut toucher des personnes qui ne participent pas aux hostilités.

Pour les organisations, cela signifie que l'analyse sécuritaire doit maintenant tenir compte non seulement des tirs, des barrages et des affrontements terrestres, mais aussi des dangers provenant de l'espace aérien et des effets secondaires d'opérations menées à proximité de leurs bureaux, résidences, entrepôts ou itinéraires.

L'analyse sécuritaire doit aussi regarder vers le ciel.

De la réaction à la préparation

Face à une crise aussi grave, la peur est compréhensible. Mais la peur seule ne constitue pas une stratégie.

La préparation commence par des mesures fondamentales :

01

actualiser régulièrement l'analyse des risques ;

02

surveiller l'évolution de la situation au-delà de Port-au-Prince ;

03

définir des procédures claires pour les déplacements du personnel ;

04

établir plusieurs moyens de communication d'urgence ;

05

identifier les responsabilités avant qu'un incident ne survienne ;

06

préparer des plans de confinement, de relocalisation et d'évacuation ;

07

former le personnel à reconnaître les changements dans son environnement ;

08

soutenir psychologiquement les employés exposés à la violence ;

09

vérifier régulièrement que les plans sont compris, applicables et testés.

Un plan conservé dans un classeur ne protège personne. Il doit être connu, pratiqué, actualisé et adapté aux réalités du terrain.

Une responsabilité collective

La sécurité ne relève pas uniquement des agents ou du responsable de la sécurité. La direction doit fournir les ressources et fixer les priorités. Les superviseurs doivent faire respecter les procédures. Le personnel doit signaler les changements observés et éviter les comportements qui augmentent inutilement son exposition.

DIRECTION

Fournir les ressources et fixer les priorités.

SUPERVISEURS

Faire respecter les procédures.

PERSONNEL

Signaler les changements observés.

Les décisions doivent être fondées sur des informations vérifiées, et non sur les rumeurs circulant sur les réseaux sociaux. Il faut également protéger les informations sensibles : les itinéraires, les horaires, les lieux de résidence et les mouvements du personnel ne doivent pas être partagés sans nécessité professionnelle.

Notre conviction

Chez EDGE Training and Consulting Group, nous croyons qu'aucune organisation ne peut contrôler entièrement son environnement. Elle peut toutefois mieux comprendre ses risques, préparer ses équipes et prendre des décisions plus responsables.

Les massacres, les enlèvements, les actes de violence filmés et l'utilisation de drones montrent que la menace évolue. Notre manière de nous préparer doit évoluer également.

La résilience ne signifie pas s'habituer à l'insécurité. Elle signifie conserver la capacité d'anticiper, de protéger les personnes, de prendre des décisions éclairées et de poursuivre les activités essentielles malgré l'incertitude.

En Haïti, la préparation n'est plus facultative. Elle est devenue une responsabilité institutionnelle et collective.

À propos de l'auteur



FABRUS GUILLAUME

FONDATEUR ET DIRECTEUR GÉNÉRAL

Fabrus Guillaume est le fondateur et Directeur général d'EDGE Training and Consulting Group. Professionnel de la sécurité, de la sûreté et des opérations, il possède également une expérience en gestion des crises, chaîne d'approvisionnement, logistique, gestion de flotte et continuité des activités dans des environnements complexes en Haïti.

Les informations présentées dans cet éditorial constituent des orientations générales. Elles doivent être adaptées à l'environnement, au profil de risque et aux procédures internes de chaque organisation. Les personnes citées en lien avec des enquêtes en cours bénéficient de la présomption d'innocence tant qu'une juridiction compétente ne les a pas déclarées coupables.

© 2026 EDGE Training and Consulting Group. Tous droits réservés.

EDGE-TCG.COM